

Cahiers d'Études africaines



Appel à contributions

Le retour de la restitution Mobilisations, imaginaires, (ré)appropriations

*numéro thématique coordonné par Saskia Cousin (CESSMA, Université de Paris),
Anne Doquet (IMAF, IRD) & Alexandra Galitzine-Loumpet (CESSMA)*

Les débats autour des restitutions des biens culturels sont aussi anciens que les spoliations. Sur le continent africain, certaines demandes sont médiatisées au moment des Indépendances et des festivals panafricains. Les premières restitutions datent des années 1970, à la suite des conventions internationales contre le trafic illicite des biens culturels (Unesco 1970, 1973). En 1978, Amadou-Mahtar M'Bow, alors directeur général de l'Unesco, lance un appel pour le retour. La même année est créé le Comité intergouvernemental pour la promotion du retour de biens culturels à leur pays d'origine ou de leur restitution en cas d'appropriation illégale.

Pourtant, la plupart des demandes essuient un refus au nom de l'inaliénabilité des collections et les rares retours ne sont pas des restitutions : objets « donnés » par la Belgique au Zaïre, sculpture du bélier « offerte » au Mali, « revente » des bronzes du Bénin... Seuls des restes humains ont fait l'objet d'une restitution. En 2006, la France doit cependant rendre au Nigéria les sculptures Nok du Musée du Louvre ; en 2008, après de nombreux débats (Ficquet 2004), l'Italie restitue à l'Éthiopie la stèle d'Axoum. Le Kenya reçoit 30 statues vigango du Denver Museum of Nature and Science en 2014 (Nevadomsky 2018). En 2017, le discours du président Macron, suivi du rapport Sarr-Savoy (2018) et d'un projet de loi sur la restitution de biens culturels au Bénin et au Sénégal (2020), ouvre en Occident une nouvelle séquence de débat sur la légalité et la légitimité des restitutions. Dans les pays africains concernés, la restitution est en revanche perçue comme un enjeu pour l'imaginaire national, une éventuelle coopération culturelle sincère ou un espoir touristique.

La littérature scientifique atteste de cette divergence d'appréciation et porte principalement sur les questions historiques, juridiques ou politiques et sur la restitution du point de vue des acteurs occidentaux et intergouvernementaux (König *et al.* 2018 ; Sarr & Savoy 2018). Des chercheurs (Clifford 2013 ; Bodenstein & Pagani 2014) et

des artistes (Fred Wilson, Sammy Baloji, Kader Attia) interrogent la violence des expositions postcoloniales, les mémoires douloureuses d'objets en exil ou en diasporas (Galitzine-Loumpet 2011 ; Appadurai 2017). D'autres travaux examinent le rôle des musées sur le continent africain (Bondaz *et al.* 2014 ; Seiderer 2014 ; Abungu 2018 ; Akogni *et al.* 2019), leurs publics touristiques (Quashie 2009 ; Cousin 2013 ; Doquet *et al.* 2018) ou leur avenir (Bocoum *et al.* 2018), des processus de « démuséalisation » (Loumpet 2018) aux diverses formes de resocialisation des objets (Tassi *et al.* 2018 ; Ndjock Nyobe 2019 ; Malaquais & Vincent 2020).

Cet appel propose de déplacer la focale : 1) de l'Occident aux pays africains concernés, 2) des questions de restitution aux problématiques du retour, 3) de la vision muséo-centrée aux rôles des diasporas et du tourisme, 4) des instances et autorités officielles du patrimoine aux lieux, récits et transmissions considérés comme marginaux, secondaires ou officieux. L'objectif de ce numéro est donc d'étudier les enjeux politiques, les rôles économiques, les usages sociaux du retour des objets depuis les pays concernés à travers trois thématiques :

1- Enjeux politiques et identitaires des mobilisations pour la restitution

Appuyées sur des archives, des enquêtes ou des témoignages, les propositions documentent la généalogie des demandes et des mobilisations. Qui en sont les acteurs ? Quels en sont les réseaux et les enjeux ? Quels rôles les institutions et les conventions internationales ont-elles joué ? Quelle est l'importance des communautés diasporiques dans les mobilisations ? Quelles sont les relations entre les acteurs et les débats passés et actuels ? Quels sont les enjeux politiques des demandes de restitution : revendications politiques internationales, enjeux de confortation ou de contestation du récit national ou des pouvoirs en place ? Quelles sont les mobilisations locales, nationales ou transnationales ?

2- Dispositifs culturels et justifications économiques et marchandes du retour

Les articles de cet axe examinent les matérialités, les justifications et les dispositifs du retour juridiques, techniques, administratifs ou scénographiques. Quelles sont les conditions juridiques du retour, quelles en sont les modalités concrètes et leurs enjeux ? À quels publics les musées concernés par le retour s'adressent-ils ? Quels sont les rôles respectifs du marché de l'art africain, des conventions patrimoniales et des labellisations touristiques ? Quelles places les arguments touristiques tiennent-ils dans le dispositif et ses justifications ? Comment viennent-ils conforter ou, au contraire, s'opposer à d'autres motivations, notamment politiques, culturelles et religieuses ?

3- Mémoires et (ré)appropriations sociales

L'enjeu est ici de décrire « le retour » depuis et à partir des sphères sociales se considérant comme propriétaires, héritières ou garantes des objets concernés : institutions culturelles ou religieuses, autorités ou communautés traditionnelles, monde artistique, etc. Les articles s'intéressent aux attachements et aux valeurs revendiqués, aux bénéfices (ou maléfices) attendus du retour de ces « choses », aux manières dont elles font « identité » ou « altérité ». Quelles sont les relations entre les échelles institutionnelle, communautaire, les appropriations visibles des objets et les mémoires orales et intimes — mémoires familiales, des cultes —, les matrimoines (Hertz 2002) qui accompagnent

leur retour ? Enfin, quels rôles artisans et artistes jouent-ils dans les reconnections culturelles et les reconfigurations sociales liées au retour ?

Si les débats sont focalisés sur les restitutions en Afrique francophone, ce numéro souhaite s'ouvrir à tous les mondes africains pour éclairer les différents contextes de spoliations coloniales, les disparités postcoloniales, la diversité des mobilisations. Les articles documentant par des enquêtes les demandes de retours, les accueils effectifs et l'analyse des termes locaux en usage seront vivement appréciés. Les articles associant des acteurs impliqués au travers d'entretiens ou de co-écritures seront bienvenus. Ce numéro double est prévu pour septembre 2023 et sera enrichi des travaux de l'ANR ReTours.

La date limite pour l'envoi de résumés (500 mots maximum) est fixée au 15 mars 2021 à minuit (GMT+1). Les propositions sont à envoyer à : Saskia Cousin (saskia.cousin@u-paris.fr), Anne Doquet (annedoquet@yahoo.fr) et Alexandra Galitzine Loumpet (loumpet.galitzine@gmail.com)

Call for Submissions

The Return of Restitution Mobilizations, Imaginaries, (Re)appropriations

*thematic issue coordinated by Saskia Cousin (CESSMA, Université de Paris),
Anne Doquet (IMAF, IRD) & Alexandra Galitzine-Loumpet (CESSMA)*

Debates surrounding the restitution of cultural property are as old as the latter's theft. On the African continent, some demands for restitution were publicized in the media at the time of Independence and on the occasion of associated Pan-African festivals. The first restitutions date back to the 1970s, following the passage of international conventions against the illicit traffic of cultural property (Unesco 1970, 1973). In 1978, the head of Unesco, Amadou-Mahtar m'Bow, launched an appeal for return. That year too the "Intergovernmental Committee for Promoting the Return of Cultural Property to its Countries of Origin or its Restitution in case of Illicit Appropriation" was founded.

Most of the demands alluded to above were turned down on grounds that the collections to which the objects belonged were "inalienable." Where returns did occur, these were not in fact restitutions: objects were "donated" by Belgium to Zaire; a ram sculpture was "offered" to Mali; Benin bronzes were "resold." The only actual (and scant) returns were of human remains. The 2000s brought a little change. In 2006, France was made to return to Nigeria Nok sculptures previously held in the Louvre; in 2008, after much debate (Ficquet 2004), Italy returned the famed Aksum stela to Ethiopia; in 2014, the Denver Museum returned 30 Vigango statues to Kenya (Nevadomsky 2018). President Emmanuel Macron's 2017 Ouagadougou speech, followed by the Sarr-Savoy

report (2018) and a bill on the restitution of cultural property to Benin and Senegal (2020) by France, opened a new sequence of debate in the West on the legality and legitimacy of the restitution process. Simultaneously, in the African countries concerned, debates around restitution have emerged as well. On the continent, the matter of return is diversely addressed as a challenge for the elaboration of national imaginaries, as a fulcrum for international cultural cooperation, and as a lever for enhancing tourism.

To date, the scholarly literature has focused mainly on historical, legal or political issues and on restitution from the point of view of Western and intergovernmental actors (König *et al.* 2018; Sarr & Savoy 2018). Still, some researchers (Clifford 2013; Bodenstern & Pagani 2014), often in the wake of artists (Fred Wilson, Sammy Baloji, Kader Attia), have sought to look further afield, questioning the violence of exhibitions mounted in the West that incorporate objects subject to restitution claims and considering the pain that attends objects consigned to a life in exile or the diaspora (Galitzine-Loumpet 2011; Appadurai 2017). Still, other authors examine the role of museums on the African continent (Bondaz *et al.* 2014; Seiderer 2014; Abungu 2018; Akogni *et al.* 2019), their tourist audiences (Quashie 2009; Cousin 2013; Doquet *et al.* 2018), and their future (Bocoum *et al.* 2018), from processes of “demuseification” (Loumpet 2018) to various forms of object resocialization (Tassi *et al.* 2018; Ndjock Nyobe 2019; Malaquais & Vincent 2020).

This call for papers proposes to shift the focus: 1) from the West to the African continent, 2) from questions of restitution to the actual process of return, 3) from museum-centered visions to visions centered on the roles played by diaspora communities and tourism, 4) from official heritage bodies and authorities to places, narratives and transmissions commonly taken to be marginal, secondary or unofficial. The challenge, here, is to address the political underpinnings and effects, the economic roles and the social uses attending the return of objects.

Three approaches are envisaged:

1- Political and identity-centered stakes of quests and mobilizations for restitution

Drawing on archival sources, surveys and/or testimonies, proposed articles should document the genealogy of calls and mobilizations for the return of objects. Who are the actors involved? What networks and stakes are at play? What roles have institutions and international conventions played? What types of roles have diaspora communities played? How do the actors involved relate to past and current debates? What manner of political stands do demands for restitution articulate? What relations do they bear to international relations, to the reinforcement or the contestation of national narratives, to the identity of those who hold the reins of power? What is the nature of local, national and transnational mobilizations and how do they relate to one another?

2- Cultural mechanisms and economic and commercial justifications for return

Proposed articles should examine the form, justifications and legal, technical, administrative or scenographic devices of return. What are the legal conditions of return and how are they related to its concrete modalities? What are the issues underlying this

relationship? What audiences do museums concerned by the return of objects target? What are the respective roles of the African art market, heritage conventions and tourist labels? What role do arguments in favour of tourism play in calls for return and how do they work to justify such calls? How do they reinforce or, on the contrary, counteract other motivations, notably political, cultural and religious?

3- Memories and social (re)appropriations

The challenge here is to describe the process of return from and to the social spheres that consider themselves the owners, heirs or guarantors of the objects concerned: cultural or religious institutions, traditional authorities or communities, the art world, etc. Proposed articles should focus on the attachment to and the value of objects claimed by various protagonists, the benefits (or, in contradistinction, the negative energies) expected to flow from the return of spiritually endowed “entities,” the ways in which the latter relate to questions of “identity” and/or “otherness.” What manner of intersection does one encounter, in this setting, between institutional, community and intimate worlds, what overlaps between family ties, spiritual beliefs, untranslatable and matrimonial memories (Hertz 2002)? Finally, in the context of return, what roles do artisans and artists play in fostering cultural reconnections and social reconfigurations?

While the primary focus of the present call for papers is on restitution in French-speaking Africa, this special issue aims to engage with the entirety of the African world in order to shed light on different contexts of colonial spoliation, postcolonial disparities and the diverse mobilizations these have engendered. Articles documenting, through surveys, requests for returns, actual reception and analysis of local terms of use will be greatly appreciated. Articles hinging on interviews and bringing together a range of actors through co-writing will be welcome. This double issue is scheduled to appear in September 2023.

The deadline for sending abstracts (500 words maximum) is Monday, March 15, 2021 at midnight (GMT + 1). Proposals should be sent to Saskia Cousin (saskia.cousin@u-paris.fr), Anne Doquet (annedoquet@yahoo.fr) and Alexandra Galitzine Loumpet (alexandra.galitzine-loumpet@inalco.fr)

Références bibliographiques/Bibliographical References:

ABUNGU G., 2018, «Connecting by History, Divided by Reality», in T. LAELY *ET AL.*(eds.), *Museum Cooperation between Africa and Europe, A New Field for Museum Studies*, Bielefeld, Transcript Verlag ; Kampala, Fountain Publishers : 25-42.

AKOGNI P., VIDO A. & HOUENOUE D. (DIR.), 2019, *Le patrimoine historique au service du développement du Bénin*, Paris, L'Harmattan.

APPADURAI A., 2017, «Museum Objects as Accidental Refugees», *Historische Anthropologie*, 25 (3) : 401-408.

BOCOUM H., FÉAU E. & CRÉMIÈRE C., 2018, *Vers le musée africain du XXI^e siècle*, Le Havre, Muséum du Havre ; Paris, MKF éditions.

BODENSTEIN F. & PAGANI C., 2014, «Decolonising National Museums of Ethnography in Europe : Exposing and Reshaping Colonial Heritage (2000-2012)», in A. DE ANGELIS ET AL. (eds.), *The Postcolonial Museum : The Arts of Memory and the Pressures of History*, Surrey, Ashgate Publishing : 39-50.

BONDAZ J., GRAEZER BIDEAU F., ISNART C. & LEBLON A., 2014, *Les vocabulaires locaux du « patrimoine »*, Münster-Berlin, Lit Verlag.

CLIFFORD J. 2013, *Returns, Becoming Indigenous in the Twenty-First Century*, Harvard, Harvard University Press.

COUSIN S., 2013, «Extensions du domaine de la restauration. Porto-Novo capitale », in C. MENGIN & A. GODONOU (dir.), *Porto-Novo : Patrimoine et développement*, Paris, Publications de la Sorbonne ; Porto-Novo, ÉPA : 441-460.

DOQUET A., NDOUR S. & SOW M., 2018, « Politiques culturelles et touristiques (Mali-Sénégal) : des liaisons non dangereuses », in É. GREGOIRE, J.-F. KOBIANE & M.-F. LANGE (dir.), *Réinventer les politiques publiques à l'ère néolibérale, L'État réhabilité en Afrique*, Paris, Karthala : 143-165.

FICQUET E., 2004, « La stèle éthiopienne de Rome », *Cahiers d'Études africaines*, XLIV (1-2), 173-174 : 369-385.

GALITZINE-LOUMPET A., 2011, «The Bekom Mask and the White Star: The Fate of Others' Objects at the Musée du quai Branly (Paris) », in S. BYRNE et al. (eds.), *Unpacking the Collection : Museums, Identity and Agency*, New York-Dordrecht-Heidelberg-London, Springer : 141-164.

HERTZ E., 2002, «Le matrimoine », in M. O. GONSETH, J. HAINARD & R. KAEHR (eds.), *Le musée cannibale*, Neuchâtel, MEN : 153-168.

KÖNIG V., DE L'ESTOILE B., LÓPEZ CABALLERO P., NÉGRI V., PERRIN A., RINÇON L. & BOSCH-TIESSÉ C., 2018, « Les collections muséales d'art "non occidental" : constitution et restitution aujourd'hui », *Perspective*, 1 : 37-70 .

LOUMPET G., 2018, «Cooperation between European and African Museums : A Paradigm for Démuséalisation ? », in T. LAELY et al. (eds.), *Museum Cooperation between Africa and Europe, A New Field for Museum Studies*, Bielefeld, Transcript Verlag ; Kampala, Fountain Publishers : 43-56.

MALAQUAIS D. & VINCENT C., à paraître, « Replicate This ! Into the FESTAC Loop », in E. BAROIS DE CAEVEL & K. KOUOH (eds.), *Condition Report on Art History in Africa*, Dakar, Raw Material Company ; Berlin, Motto Books.

NDJOCK NYOBE I. P., 2019, «La conception du patrimoine au Cameroun postcolonial : enjeux et logiques des acteurs », in M. DROUIN, L. K. MORISSET & M. RAUTENBERG (dir.), *Les confins du patrimoine*, Québec, Presses universitaires du Québec.

NEVADOMSKY J., 2018, « The Vigango Affair : The Enterprise of Repatriating Mijikenda Memorial Figures to Kenya », *African Arts*, 51 : 58-69.

QUASHIE H., 2009, « Quête muséographique de l'Autre. Les enjeux symboliques de pratiques touristiques à vocation "culturelle" au Sénégal », *Articulo – Journal of Urban Research*, <<http://journals.openedition.org/articulo/1>>.

SARR F. & SAVOY B., 2018, *Restituer le patrimoine africain*, Paris, Éditions du Seuil.

SEIDERER A., 2014, *Une critique postcoloniale en acte. Les musées d'ethnographie contemporains sous le prisme des études postcoloniales*, Tervuren, Musée royal de l'Afrique centrale.

TASSI S., YEHOUËTOMÉ A. & COUSIN S., 2018, « Un Gou de Blanc(s). Regards portonoviens sur un “chef-d'œuvre” postcolonial », in M. MURPHY & D. HOUÉNOUDÉ (dir.), *Création contemporaine et patrimoine royal au Bénin : autour de la figure du Dieu Gou*, <https://hicsa.univ-paris1.fr/documents/pdf/PublicationsLigne/Actes%20Murphy%20Gou%202018/03_Tassi_def.pdf>.

UNESCO, 1970, *Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels*, <http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL_ID=13039&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html>.

— 1973, *Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel*, <<https://whc.unesco.org/fr/conventiontexte/>>.

Se procurer la revue

ABONNEMENT • Bulletin à adresser à :

EHESS • Service abonnements
105, boulevard Raspail • 75006 Paris
Tél. : 33 (0)1 53 10 53 56
Courriel : editions-vente@ehess.fr

Nom Prénom

Institution

Adresse

.....

Pays Courriel

Je désire souscrire abonnement(s) 2021 (n^{os} 241 à 244).

Je désire souscrire abonnement(s) 2020 (n^{os} 237 à 240).

Tarifs 2020 et 2021	France	Union européenne	Autres pays
Institutions	86 €	97 €	97 €
Particuliers	52 €	52 €	54 €

Je joins mon règlement d'un montant de euros par :

Chèque (bancaire, postal, Eurochèque) à l'ordre de M. le Régisseur de recettes Publications EHESS

Carte bancaire à débiter

Numéro :

Expire le :

À réception de la facture (valable uniquement pour les institutions)

Je désire recevoir une facture acquittée.

Date :

Signature :

VENTE AU NUMÉRO

Type de numéro	Tarif 2021	Tarif pour les numéros antérieurs à 1990
Simple	18 €	8,50 €
Double	33 €	15,50 €
Triple	42 €	20 €

Collection complète (jusque 2010, soit 172 parutions) : 1 650 euros

■ Diffusion en librairie : CDE • 17, rue de Tournon • 75006 Paris • Tél. : 33 (0)1 44 41 19 19 • Fax : 33 (0)1 44 41 19 14

■ Aux Éditions de l'EHESS : vente sur place et par correspondance (y compris pour tout numéro paru avant 2000)

Facturation : 33 (0)1 53 10 53 56 • editions-vente@ehess.fr • www.editions.ehess.fr